

de production. L'exemple de la Yougoslavie indique en même temps la supériorité manifeste d'une économie planifiée de manière moins bureaucratique, avec une participation plus active des travailleurs, notamment grâce à la gestion ouvrière, par rapport au système de planification bureaucratique qui reste prédominant en U.R.S.S. et dans la plupart des autres Etats ouvriers.

Dans les deux cas, des chiffres éloquentes expriment cette supériorité. Le taux de croissance annuelle en U.R.S.S. se maintient au niveau de 8-9 %, alors qu'il est de 5-6 % en Europe occidentale et de 3 % aux Etats-Unis. Mais en Yougoslavie, au cours des six dernières années, il a été de l'ordre de 12-13 %, et il a même tendance à dépasser ce niveau !

Mieux : en examinant le produit national et non seulement la production industrielle — c'est-à-dire en intégrant la dynamique de l'agriculture dans le calcul des taux de croissance — l'écart entre l'U.R.S.S. et la Yougoslavie se creuse encore davantage.

Certes, nous n'idéalisons guère le système de gestion et de planification actuellement en vogue en Yougoslavie. Mais les comparaisons internationales n'ont de sens que si elles portent sur l'essentiel et font abstraction de toute une série de phénomènes concomitants. De même que la comparaison entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste permet de souligner la supériorité de l'économie planifiée sur l'économie capitaliste, en faisant abstraction de tout le poids mort de la bureaucratie, de même la comparaison entre l'économie yougoslave et l'économie soviétique permet de souligner la supériorité d'une économie planifiée sous gestion ouvrière, en faisant abstraction des multiples imperfections du système yougoslave.

Cette supériorité ne se manifeste pas seulement par des chiffres de croissance plus rapide. Elle se manifeste également dans deux domaines vitaux pour les travailleurs : la qualité des biens de consommation et l'approvisionnement en vivres.

La Yougoslavie deviendra, au cours de la décade à venir, le premier Etat ouvrier (avec la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est ; mais il suffit de se rappeler le passé de ces trois pays pour se rendre compte de l'immense « bond en avant » yougoslave !) à rattraper les pays d'Europe occidentale quant à la qualité et au goût de la production courante de certains biens de consommation.

L'effort fait dans le domaine de la construction de logements et de la fabrication de mobilier est véritablement révolutionnaire, comparé à l'indigence soviétique en cette matière. C'est qu'une économie planifiée sous gestion ouvrière est forcément une économie qui place **les besoins des consommateurs** au centre de ses préoccupations.

Quant à l'agriculture, la Yougoslavie a réussi à y résoudre largement le problème de la période de transition, après de multiples expériences et avatars. Cette réussite est fonction de deux facteurs combinés : l'abandon de toute collectivisation **forcée**, et l'intéressement du paysan privé à la production grâce à un système de prix plus ou moins rentables d'une part ; le développement simultané de fermes coopératives et d'Etat en tant qu'**entreprises d'élite**, où le rendement est très fortement supérieur à celui de l'agriculture privée, grâce à un investissement considérable en machines, engrais, bâtiments, etc., d'autre part. La politique stalinienne (et poststalinienne) oscille constamment entre la collectivisation forcée et la liberté pure et simple du marché. C'est en échappant à ce dilemme, dans une voie fort proche de celle que l'Opposition de gauche avait esquissée en U.R.S.S. dans les années 1926-28, que la Yougoslavie a réussi à résoudre le problème de l'approvisionnement des villes en vivres, et qu'elle commencera même bientôt à exporter des produits agricoles.

#### LES EQUIVOQUES DE LA « COEXISTENCE PACIFIQUE »

Si la décade à venir sera en tout cas marquée par un nouveau et sensationnel renforcement des Etats ouvriers, il n'en sera pas

nécessairement ainsi des Partis communistes, que ce soit ceux des pays capitalistes avancés, ou ceux des pays coloniaux.

Les deux « idées-clés » de la politique communiste dans la phase présente, telle qu'elle est déterminée par le Kremlin, sont « la compétition économique entre les deux camps », et la « coexistence pacifique entre le capitalisme et le socialisme ». Dans les deux cas, la bureaucratie soviétique transforme des préoccupations valables des travailleurs en instruments de désorientation et de démoralisation du mouvement ouvrier.

Les succès économiques et technologiques des Etats ouvriers auraient pu déclencher un véritable enthousiasme socialiste parmi les travailleurs d'Occident. Il aurait fallu, pour cela, que les crimes de la bureaucratie soient effacés, ou enfermés dans un passé définitivement révolu ; la répression sauvage de la révolution hongroise a éveillé des doutes légitimes parmi les travailleurs occidentaux à ce propos. Il aurait fallu en outre que les Partis communistes appellent les travailleurs de leurs pays à s'inspirer de l'exemple soviétique afin de socialiser l'industrie de leur propre pays, et de réussir des exploits encore plus surprenants. Au lieu d'ouvrir la voie à pareille politique révolutionnaire, la « compétition économique » devient un instrument pour inculquer aux travailleurs occidentaux la passivité et l'attente fataliste du jour crucial où le capitalisme sera « économiquement vaincu ». Passivité et fatalisme qui peuvent se payer cher, comme l'indique l'exemple français...

Il en va de même du slogan de la « coexistence pacifique ». Pour la grande majorité des travailleurs du monde entier, l'idée qu'il faille mettre un terme à la course aux armements, arrêter les expériences, le stockage et la fabrication des armes nucléaires, est une exigence éminemment populaire, une véritable exigence de sauvegarde du genre humain. Quoi qu'en pensent d'incurables — et d'irresponsables — optimistes, ce n'est pas seulement le capitalisme, c'est le genre humain tout entier qui risque de périr en cas de guerre nucléaire totale.

Réclamer pareil arrêt de la course aux armements, en mobilisant les masses contre leurs gouvernements capitalistes, est une chose. Mais se faire l'avocat plus ou moins indécant du **statu quo** dans le monde ; s'opposer de manière plus ou moins réalisés, l'U.R.S.S. rejoindrait en 1972 la production par tête exacerbation de la lutte de classe sous prétexte de ne pas « provoquer les Etats-Unis », c'est toute autre chose.

Or, c'est dans ce sens que dégénère de plus en plus la politique de « coexistence pacifique ». Elle sème l'illusion qu'il suffit d'entretenir « l'esprit du camp David » pour assurer la paix mondiale, et que le **désarmement de l'impérialisme par le mouvement ouvrier dans son propre pays** n'en est plus une condition indispensable. Elle désoriente et désarme le mouvement révolutionnaire des masses en voulant le subordonner par tous les moyens à des directions bourgeoises qui, abandonnant un certain jeu d'équilibre pratiqué dans le passé, s'intègrent de manière de plus en plus ouverte dans le camp impérialiste (Nehru, Nasser, Frondizi, bientôt Sukarno et Kassem). Elle freine le développement de la lutte quand elle prend des formes révolutionnaires ainsi que ce fut le cas de l'Algérie, de Cuba, de l'Irak et surtout de la France (mouvement des rappelés).

Cette politique a déjà eu un effet manifeste : il y a eu de nombreuses révolutions au cours des dernières années, mais sans succès à liquider les réelles possibilités communistes. De dirigeant, à l'exception de l'Irak, où le Kremlin est occupé non sans succès à liquider les possibilités réelles communistes. De ce fait, des organisations plébésiennes comme le F.L.N. ou le mouvement de Fidel Castro, ou des organisations trotskystes comme le L.S.S.P. ceylanais et le P.O.R. bolivien, peuvent occuper le vide creusé par cette véritable politique de liquidation du mouvement communiste international poursuivie par Khrouchtchev.

Les divergences réelles qui opposent actuellement Mao-Tse-